Logo / en-tête collectivité

Modèle : arrêté

Arrêté portant détachement sur l’emploi fonctionnel de

…………………… (préciser l’emploi)

De la commune (ou EPCI) de habitants

de M. ou Mme……………………………………………..

Madame la Maire / Monsieur le Maire / Madame la Présidente / Monsieur le Présidentde .......................................................................................................,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les articles L513-1 à L513-31 du code général de la fonction publique,

Vu le décret n° 86-68 du 13 janvier 1986 relatif notamment à la position de détachement des fonctionnaires territoriaux,

(Le cas échéant pour les emplois administratif de direction)

Vu les décrets n° 87-1101 et n° 87-1102 du 30 décembre 1987 portant respectivement dispositions statutaires particulières et échelonnement indiciaire de certains emplois administratifs de direction des communes et des établissements publics locaux assimilés,

(Le cas échéant pour les emplois techniques de direction)

Vu les décrets n° 90-128 modifié et 90-129 du 9 février 1990, portant respectivement dispositions statutaires particulières et échelonnement indiciaire applicables au Directeurs généraux et Directeurs des services techniques des communes,

(Le cas échéant pour les EPCI)

Vu le décret n° 88-546 du 6 mai 1988 fixant la liste des établissements publics mentionnés à l’article 53 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (*repris aux art. L. 412-6, art. L. 544-1 à art. L. 544-5 et*[*art. L. 544-8 du code général de la fonction publique*](https://bip.cig929394.fr/textes-et-jurisprudence/codes/code-general-de-la-fonction-publique/partie-legislative/livre-v-carriere-et-parcours-professionnel/titre-iv-perte-et-suppression-d-emploi/chapitre-iv-dispositions-particulieres-applicables-a-certains-agents-territoriaux-et-hospitaliers-prives-d-emploi/section-1-fin-de-fonctions-d-un-agent-occupant-un-emploi-fonctionnel-dans-la-fonction-publique-territoriale/sous-section-2-fin-de-fonctions-d-un-agent-occupant-un-emploi-fonctionnel-pourvu-par-voie-de-recrutement-direct/l.-544-8)),

Vu la délibération en date du …………………portant création d’un emploi fonctionnel de ……………………..….. de ……………………. à ………………… habitants,

Ou

Vu le tableau des effectifs,

Vu la déclaration de vacance d’emploi n° …,

Vu la lettre de M.............................................. en date du ..../..../.... sollicitant son détachement pour

............... (durée) à compter du ..../..../.... sur un emploi de .....................................................................,

Vu l’accord de ………(autorité) acceptant le détachement de M ……… en qualité de …… (grade ou emploi d’accueil) par la voie du détachement, pour une durée de ……, à compter du ……,

Vu l'arrêté en date du ..../..../.... nommant M................................................ au .......... échelon du grade de ............................................... à compter du ..../..../....,

**ARRETE**

**Article 1**

A compter du …, M……………………, est détaché(e) dans l'emploi fonctionnel de … (Directeur Général des Services ou Directeur Général Adjoint ou Directeur Général des Services Techniques ou Directeur des Services Techniques) de communes ou d'établissements de ………………….. (nombre d'habitants ou de logements), pour une durée de …………………………... (durée limitée à 5 ans, renouvelable par périodes n'excédant pas 5 ans).

**Article 2**

À compter du ..../..../.... M............................................... est classé(e) au ......... échelon de l’emploi fonctionnel avec une ancienneté conservée de ..............................................

**Article 3**

M........................................................... percevra la rémunération afférente à l’Indice Brut ...........,Indice Majoré ...........,

**Article 4**

M........................................................... conserve pendant la durée de son détachement son droit à l’avancement dans son administration d’origine.

**Article 5**

M........................................................... conserve pendant la durée de son détachement son droit à la retraite dans son administration d’origine. Les cotisations de retraite seront calculées et versées en fonction du régime dont il relève.

**Article 6**

Le présent arrêté sera transmis à la présidente du centre de gestion, au comptable de la collectivité, et notifié à l'intéressé(e).

Fait à ........................., le ..../..../....

Madame la Maire / Monsieur le Maire / Madame la Présidente / Monsieur le Président,

(nom, prénom et qualité lisible)

Le Maire (ou le Président),

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que la présente décision peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un*.* délai de 2 mois, à compter de la présente publication par courrier postal (6 rue Pitot –34000 Montpellier) ;Tél: 04-67-54-81-00 ou par le biais de l’application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : <http://www.telerecours.fr>.

Notifié le .....................................

Signature de l’agent :